3
octobre
2001

Décret sur l'introduction à titre expérimental des moyens électroniques facilitant l'exercice des droits politiques (vote électronique, signature électronique)

Etat au
4 novembre 2008

Le Grand Conseil de la République et Canton de Neuchâtel,
vu l'article 34 de la Constitution cantonale, du 21 novembre 1858¹⁾;
vu la loi sur les droits politiques, du 17 octobre 1984²⁾;
sur la proposition du Conseil d'Etat, du 22 août 2001,
décète:

Moyens
électroniques

Article premier ¹L'introduction sur le plan fédéral, cantonal et communal, à titre expérimental, des moyens électroniques facilitant l'exercice des droits politiques (vote électronique, signature électronique) est autorisée.

²En matière fédérale, l'accord de la Confédération est réservé.

Autorité

Art. 2 Le Conseil d'Etat est l'autorité compétente pour procéder à l'expérimentation des moyens électroniques en matière de droits politiques.

Compétence

Art. 3 Le Conseil d'Etat peut déroger aux dispositions de la loi sur les droits politiques, du 17 octobre 1984, dans la mesure nécessaire à la réalisation des essais-pilotes portant sur l'utilisation des moyens électroniques en matière de droits politiques.

Conditions des
expérimentations
en matière de vote
électronique

Art. 4 Le Conseil d'Etat doit s'assurer, dans le cadre des expérimentations en matière de vote électronique auxquelles il procède, que:

- a) les suffrages exprimés électroniquement ne doivent pas pouvoir être interceptés, modifiés ou détournés par des tiers (garantie de l'expression fidèle et sûre de la volonté des électrices et électeurs);
- b) le contenu des suffrages exprimés électroniquement ne doit pas être connu de tiers (garantie du secret du vote);
- c) seules les personnes ayant le droit de vote doivent pouvoir prendre part au scrutin (garantie du contrôle de la qualité d'électeur);
- d) chaque personne ayant le droit de vote ne dispose que d'une voix et ne peut voter qu'une seule fois (garantie de l'unicité du vote);
- e) la totalité des suffrages est prise en compte lors du dépouillement (garantie de la fiabilité du dépouillement);
- f) tout risque d'abus est écarté (garantie de la régularité du scrutin).

FO 2001 N° 75

¹⁾ RSN 101

²⁾ RSN 141

Conditions des expérimentations en matière de signature électronique	<p>Art. 5 Le Conseil d'Etat doit s'assurer, dans le cadre des expérimentations en matière de signature électronique auxquelles il procède, que:</p> <p>a) les signatures électroniques ne peuvent être interceptées, modifiées ou détournées par des tiers;</p> <p>b) les signatures électroniques ne peuvent être usurpées par des tiers;</p> <p>c) le concept de l'architecture de sécurité du système exclut tout risque d'abus.</p>
Modalités	<p>Art. 6 Le Conseil d'Etat règle, d'entente avec les communes, les modalités techniques, financières et organisationnelles des expérimentations.</p>
Information	<p>Art. 7 Le Conseil d'Etat informe régulièrement le Grand Conseil sur l'évolution des concepts qu'il développe et sur les résultats des expériences qu'il réalise.</p>
Durée	<p>Art. 8³⁾ ¹Le présent décret déploie ses effets du 1^{er} janvier 2002 au 31 décembre 2005.</p> <p>²Abrogé</p> <p>³La durée de validité du présent décret est prolongée jusqu'au 31 décembre 2008.</p> <p>⁴La validité du présent décret est prolongée pour une durée indéterminée.</p>
Référendum	<p>Art. 9 Le présent décret, qui est de portée générale, est soumis au référendum facultatif.</p>
Promulgation et entrée en vigueur	<p>Art. 10 Le Conseil d'Etat pourvoit, s'il y a lieu, à la promulgation du présent décret. Il fixe la date de son entrée en vigueur.</p>

Décret promulgué par le Conseil d'Etat le 28 novembre 2001.

L'entrée en vigueur est fixée avec effet au 1^{er} janvier 2002.

³⁾ Teneur selon L du 28 mars 2006 (FO 2006 N° 26) et L du 4 novembre 2008 (FO 2008 N° 52)